

**Bulgarie - Relations bilatérales -  
Union européenne - Travailleurs  
détachés - Déclaration conjointe de  
M. Emmanuel Macron, président de  
la République et de M. Boïko  
Borissov, Premier ministre de  
Bulgarie - Propos de M. Macron**  
(Varna, 25 août 2017)

Monsieur le Premier ministre, cher Boïko,

Je dois dire que si je suis ici aujourd'hui, c'est parce que non seulement j'ai reçu le Premier ministre, Boïko Borissov, parmi les premiers dirigeants européens à Paris après mon élection, mais qu'il a eu l'amitié de lancer cette invitation à laquelle je suis heureux de répondre aujourd'hui.

Et je dois dire que j'ai, depuis le début, pu mesurer l'engagement de Boïko Borissov pour une pleine participation de la Bulgarie dans l'Union européenne, dans tous ses projets et au coeur de tous ses défis et c'est bien de cela dont nous avons parlé aujourd'hui.

Nous avons pu ainsi, sur le plan bilatéral, évoquer les nombreux sujets en cours : le développement de l'enseignement de la langue française, nos coopérations économiques, industrielles et en matière de défense. Et nous sommes actés d'ailleurs de plusieurs avancées avec la volonté, dans cet esprit partenarial, d'aller plus loin dans la relation et donc de pouvoir conclure dans les prochaines semaines plusieurs contrats qui sont en cours.

Et notre volonté partagée à cet égard est bien qu'il puisse y avoir une approche partenariale, c'est-à-dire aussi la création d'emplois industriels et de développement pour la Bulgarie sur ces accords. Et dans ce cadre, les ministres compétents, en particulier les ministres de la défense et de l'économie, se rendront à Paris dans les prochaines semaines où ils pourront échanger et finaliser ces discussions avec leurs homologues français et les entreprises.

Sur les sujets européens, comme je le disais à l'instant, le Premier ministre est pleinement engagé pour faire de la Bulgarie un partenaire plein et entier, de premier rang, et la volonté de la France est d'en faire de même. Et donc, nous allons dès aujourd'hui en tirer les conséquences concrètes.

Première conséquence concrète, d'ici octobre, nous finaliserons ensemble l'accord qui permettra d'arriver à une solution positive pour tout le monde sur la directive des travailleurs détachés et qui permettra de mettre fin au dumping social en Europe.

Et sur ce point-là, il faut être très concret et très précis. Le Premier ministre me disait lui-même qu'il avait du mal à trouver des travailleurs bulgares pour les entreprises de transport public à Sofia.

Pourquoi ? Parce qu'il y a des entreprises françaises, allemandes, autrichiennes qui vont embaucher ces travailleurs bulgares payés à peine plus que le prix en Bulgarie mais beaucoup moins que les travailleurs français, utilisant l'Europe à mauvais escient et tirant tout le monde vers le bas.

Et donc le travail détaché n'est bon pour aucune économie tel qu'il est utilisé aujourd'hui et n'est pas bon pour les salariés quels qu'ils soient parce qu'il est aujourd'hui l'objet d'une forme de perversion où tout le monde est tiré vers le moins disant social.

Notre volonté, c'est donc de pouvoir le limiter dans le temps, avoir un principe simple qui est que dans le même pays, «à travail égal, salaire égal» et de pouvoir renforcer de manière européenne et bilatérale les contrôles pour lutter contre toutes les dérives.

À côté de cette directive, il y a une autre discussion qui aura à se poursuivre dans les mois à venir sur les transports routiers et il ne faut pas confondre ces deux sujets de manière abusive.

Et donc je vais être extrêmement imagé pour que les choses soient claires pour tout le monde : que des transporteurs français embauchent des salariés européens, en particulier bulgares, en les payant au coût bulgare en France, non ; que des transporteurs bulgares puissent, avec des salariés bulgares ou européens, se développer en Europe en respectant les règles du cabotage européen qui feront l'objet de discussions à venir, fonctionner et prospérer dans ces règles et nos équilibres, oui.

Deuxième accord entre nous pour être conséquent et faire pleinement de la Bulgarie ce partenaire que j'évoquais, je soutiendrai la volonté du Premier ministre, Boïko Borissov, de rentrer dans cette antichambre de la zone euro parce que, compte tenu aujourd'hui des efforts qui ont été faits par le pays et l'économie bulgare, cette demande est légitime. Et je souhaite que la Bulgarie soit une économie pleinement arrimée à la zone euro et puisse, comme nous sommes en train de le faire sur le plan social, travailler aussi aux convergences économique et financière avec la zone euro et les pays les plus développés de l'Europe.

En sortant de l'hypocrisie sur ces deux sujets ensemble aujourd'hui, nous décidons, d'une part, d'aller au bout de ce qui s'appelle un partenariat, au-delà des mots, et nous mettons fin à l'une des frontières qui, aujourd'hui, existent trop souvent dans notre Europe entre Est/Ouest, zone euro/hors zone euro. Si je dis que la Bulgarie est un partenaire, elle doit l'être pour lutter contre le dumping social, elle doit l'être pour une plus grande intégration économique et financière.

Notre souhait est aussi de pouvoir poursuivre le travail pour définir les termes précis de la coopération structurée permanente en matière de défense entre nos pays. Et donc, au-delà de ce qui a commencé à être fait avec l'Allemagne et plusieurs autres partenaires, le souhait de la

Bulgarie est de pleinement s'intégrer à cette Europe de la défense. Et nous avons aussi acté d'une volonté commune d'avancer justement sur l'évolution de la réglementation en matière de migration. Depuis 2011, la Bulgarie respecte les règles et aurait dû rentrer dans l'espace Schengen.

Nous avons aujourd'hui des réformes profondes qui sont à conduire. Et donc ce dont nous sommes convenus, c'est que nous devons accélérer ce travail de révision en profondeur des textes européens en matière de contrôle des frontières extérieures, de contrôle des migrations, des règles d'asile et, dans le cadre de ce nouveau Schengen, pouvoir donner la place de partenaire plein et entier à la Bulgarie.

Enfin, d'ici à la fin de l'année, je souhaite que nous prenions des initiatives concrètes pour faire avancer l'Union européenne et la zone euro vers plus d'ambition et plus d'intégration et, à ce titre, que la Bulgarie puisse être pleinement associée à cette initiative. Et donc nous continuerons, avec le Premier ministre, nos échanges, nos vues croisées et notre travail conjoint à cet effet.

La Bulgarie est aux avant-postes de l'Union européenne, face à ses défis géopolitiques, face aux menaces, aux incertitudes, au défi migratoire que l'Europe a connu et qu'elle continuera à connaître dans les années qui viennent et dans une région de l'Europe qui a été beaucoup déstabilisée et dont parfois plusieurs États membres se mettent à douter de leur adhésion au projet.

À cet égard et dans ce contexte, la Bulgarie a fait le choix de l'exemplarité, de la convergence, de la solidité et d'une volonté constamment réaffirmée de travailler avec l'ensemble des États membres de l'Union européenne, mais pour être aux avant-postes de cette Europe. C'est cela dont nous avons aujourd'hui discuté et c'est cela dont nous avons commencé à tirer toutes les conséquences avec le Premier ministre, mon ami Boïko Borissov.

Merci Boïko pour ces échanges et maintenant, il nous reste à faire./.

(Source : site Internet de la présidence de la République)